



> Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain



CONTRIBUTION AU DÉBAT

DE L'INTERET DE RELIER DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

mai 2010



Au sein de l'IRDSU, nous observons que des territoires de plus en plus nombreux prennent des initiatives pour rapprocher les démarches de Développement Social Urbain et de Développement Durable.

A Lille, les missions Développement Durable et Développement Social urbain travaillent ensemble depuis 2 ans avec les forces vives du territoire à mettre en œuvre des actions conjointes qui tentent de répondre aux préoccupations des habitants des quartiers les plus fragiles; à Nantes Métropole et dans l'agglomération lyonnaise, les missions politique de la ville et agenda 21 réunissent élus et techniciens pour imaginer ce que serait un projet plus intégré... ; à Carcassonne, les élus ont souhaité refonder le projet politique de la ville en le resituant dans le cadre du Développement Durable à l'échelle de l'agglomération ; en Aquitaine, la ville de Pessac va dans le même sens avec un soutien du Conseil général de la Gironde qui met en réseau les professionnels; les réseaux régionaux fédérés dans l'IRDSU se saisissent de la question, à l'exemple de Réciprocités qui a organisé à Nîmes le 9 février 2010 une journée de sensibilisation et de réflexion sur l'intérêt de rapprocher les démarches.

Et nous avons conscience de ne pas être les seuls à travailler cette question que ce soit au niveau institutionnel ou associatif : MEEDDM, associations d'élus, Observatoire des pratiques DD porté par l'association 4D, centres ressources politique de la ville, fédération des centres sociaux...

L'IRDSU, à la lumière des acquis de 30 années de politique de la ville, a la conviction que les inégalités sociales, économiques et écologiques se cumulent et que le Développement Durable ne peut pas se faire sans prendre en compte en priorité les populations et les territoires les plus en difficulté.

Mobilisé depuis plusieurs années sur la notion de « projet de territoire participatif et solidaire », nous avons proposé à des professionnels du développement durable de s'associer à notre réflexion. De cette démarche est née un chantier « transversal », autour des « Projets de territoire durables, participatifs et solidaires », regroupant 10 professionnels intervenant sur des CUCS et 10 professionnels intervenant sur des Agendas 21.

Notre objectif est de contribuer au débat sur les territoires et au sein de notre communauté professionnelle.

1/ Pour une réflexion renouvelée sur le développement

Il est important de souligner, en premier lieu, que le développement durable et le développement social urbain, s'inscrivent tous deux dans la filiation de la notion de développement.

Le développement se définit en référence à un socle de valeurs basé sur la primauté de l'humain, de la solidarité, de la démocratie, la volonté de préserver le bien commun (le patrimoine environnemental, culturel, humain...) et un processus qualitatif d'amélioration continue.

A l'échelle d'un territoire, il s'agit pour un groupe social, d'augmenter son bien être et de renforcer sa capacité à agir sur son cadre de vie tout en respectant « les grands équilibres mondiaux ».

Le développement durable est « *un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité* » (*Rapport Brundtland de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement – 1987*). La démarche du développement durable appelle un projet de développement intégré, ancré sur un territoire. C'est une démarche globale de changement basée sur l'optimisation de l'utilisation des ressources, l'équité sociale et une économie respectueuse de l'homme et de son environnement, se déclinant à toutes les échelles territoriales.

Le développement social urbain est une démarche qui vise une transformation sociale du territoire en vue d'un mieux être global des populations. Elle est portée par un projet politique co-construit et validé par l'ensemble des acteurs. Elle s'inscrit dans un territoire donné avec autant de portes d'entrée qu'il existe de groupes et communautés de vie. La démarche repose sur les ressources locales, portées par les acteurs dans les réseaux de proximité : celles des habitants, des associations, des institutions. Elle s'appuie dans sa mise en œuvre sur une démarche de projet participative et transversale (le développement social territorial dans les services de la ville de Brest et de Brest Métropole-2006)

Enfin, **la notion de cohésion sociale est** largement utilisée dans la sphère des politiques publiques autant dans le développement durable que le développement social urbain: la cohésion sociale se définit comme la capacité de la société à assurer de

façon durable le bien-être de tous ses membres, incluant l'accès équitable aux ressources disponibles, le respect de la dignité dans la diversité, l'autonomie personnelle et collective et la participation responsable (Guide méthodologique : élaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale-juin 2005- Conseil de l'Europe).

Ces démarches de développement sont complémentaires, elles ont besoin de se croiser, de se combiner pour contribuer à renouveler la vision de ce que seront demain des projets de territoire durables, participatifs et solidaires. La réflexion que nous proposons n'est pas théorique mais appliquée à la réalité des différents territoires, elle évoque les conditions d'une approche plus intégrée: la mise en synergie des politiques, des programmes et des projets, la coopération et la coproduction d'une grande diversité d'acteurs qui vivent et travaillent dans ces territoires. Elle doit être impulsée et régulée par le politique afin d'obtenir les compromis nécessaires entre les forces en présence et les changements de comportement souhaités.

2/ Un contexte de mutations profondes, un cadre institutionnel en redéfinition

Les orientations données à la réforme territoriale en cours provoquent beaucoup de réactions et de débat. L'état ne se positionne plus comme animateur des territoires, il renvoie la responsabilité du projet territorial aux collectivités et semble rechercher à tout prix une certaine rationalisation de l'action publique en recentralisant ses interventions et en les segmentant (LOLF, RGPP) au détriment d'une vision intégrée.

La dynamique du Grenelle de l'environnement a permis de faire reconnaître **la nécessité de la prise en compte transversale de l'environnement et du développement durable dans toutes les politiques publiques.** Et l'impact des inégalités énergétiques et écologiques pour les populations les plus fragiles commence à faire l'objet de mesures ciblées: par exemple le Pacte de solidarité écologique de Valérie Létard en cours d'élaboration.

La politique de la ville nationale, éclatée entre projets de rénovation urbaine et contrats urbains de cohésion sociale, n'est pas à la hauteur des enjeux faute de ne pas pouvoir actionner deux leviers majeurs : la mobilisation effective des différentes politiques publiques de l'état et une péréquation plus juste des moyens financiers au service des territoires les plus en difficulté. Elle est en attente de redéfinition de son cadre en 2010 ou 2011 mais les orientations données font état d'un rétrécissement de ses priorités et de son périmètre. Cette situation appelle une refondation.

Ces changements et incertitudes ont un effet déstabilisant pour les collectivités territoriales qui doivent continuer à se prendre en main, impulser des initiatives innovantes, développer des projets qui répondent à l'urgence tout en s'inscrivant dans le long terme dans un contexte de contraintes financières renforcées. Mais l'hypothèse d'un cadre nouveau dans lequel les villes et les agglomérations seraient les seules à garder la compétence générale constitue une opportunité pour repenser leurs rôles, les coopérations entre institutions et les articulations entre échelles de territoire.

3/ De l'intérêt de relier Développement social urbain et Développement durable

3.1 Des défis communs

La convergence et l'urgence des crises sous tous leurs aspects (économiques, sociaux, urbains, environnementaux, démocratiques...) touche plus particulièrement les habitants des quartiers de la politique de la ville et au delà une part de plus en plus importante de ménages pauvres et de « catégories moyennes ».

Pour nous, le défi est de bien garder une attention particulière aux habitants les plus pauvres qui sont les plus touchés par le chômage, la mauvaise qualité de l'alimentation, la précarité énergétique, le difficile accès au logement... Cela appelle des réponses et des actions concrètes au quotidien mais au delà, dans une visée plus prospective, un changement du mode de développement est à l'ordre du jour avec le défi de sauvegarder les solidarités entre territoires, entre générations, entre hommes et femmes.

Si les impératifs écologiques sont désormais clairement énoncés, notre perspective est de donner à toutes les composantes de la société (et en particulier les plus démunis) les moyens de pouvoir s'en saisir. Un véritable enjeu démocratique se pose alors: il ne s'agit évidemment pas d'imposer les mesures nécessaires de manière contraignante mais d'en faire un **objet accessible à tous en faisant le pari de renforcer les capacités à agir des différents acteurs et les coopérations entre eux**. Des expériences innovantes menées sur plusieurs territoires montrent que le développement durable constitue un formidable levier de citoyenneté dès lors qu'il est appréhendé à partir du quotidien des habitants et de leurs ressources.

La dimension financière de la crise pour les collectivités territoriales va les obliger à faire « mieux avec moins », donc à rechercher l'optimisation des ressources. Les marges de progrès existent pour mieux travailler ensemble entre élus, techniciens, habitants et partenaires. **De nouvelles modalités de travail plus intégrées et transversales pourront apporter une réelle plus value.**

Nous pensons, avec Claude Jacquier, « **qu'il revient aux collectivités territoriales et aux régions urbaines de prendre pleinement la compétence politique de la conception et de la mise en œuvre de programmes intégrés de développement urbain soutenable**. Compte tenu de l'affaiblissement des Etats-Nation (réduction de leur maîtrise budgétaire compte tenu de l'ampleur des endettements, transferts de compétences vers l'UE, décentralisation des responsabilités vers les collectivités territoriales et vers les entreprises privées), **c'est principalement à l'échelle des collectivités, sur leurs territoires et grâce à leurs compétences qu'il est pensable de pouvoir réguler au mieux, de manière intégrée, les interactions entre les trois sphères canoniques du développement soutenable que sont l'environnement, le social et l'économique**. En leur sein et à l'articulation des échelles territoriales (quartiers, communes et agglomérations), les régions urbaines et les villes doivent prendre en compte les caractéristiques des composantes des territoires, leurs dynamiques d'évolution et leurs interactions afin d'être en capacité de peser sur leurs dérivées. Désormais, c'est à elles, principalement, qu'il incombe de « faire avec » ces réalités complexes et de réguler les logiques souvent contradictoires qui animent les acteurs présents dans les trois sphères (environnement, social et économique) que le développement soutenable cherche à ré-encadrer dans un processus sans fin de recyclage maîtrisé ». (lien article de Claude Jacquier http://www.irdsu.net/Politique-de-la-ville-et.4831?var_recherche=jacquier)

3.2 Des valeurs, des objectifs, des méthodes partagées et un intérêt à travailler ensemble :

Les citoyens sont au cœur de ces deux politiques, nos démarches visent à les rendre actifs pour un meilleur bien-être et une réelle égalité d'accès aux biens communs.

Nous partageons la volonté d'hybrider nos cultures professionnelles pour sortir d'une vision restrictive « environnementaliste » et « élitiste » du développement durable pour renforcer la compréhension des enjeux touchant les populations défavorisées. L'antériorité, les acquis de la politique de la ville et le nouveau paradigme apporté par le développement durable peuvent se rejoindre pour redonner de la force politique et de l'efficacité aux projets de territoires durables, solidaires et participatifs.

Nous partageons une communauté de méthodes : la démarche de projet de territoire transversal qui s'appuie sur un portage politique fort, la participation active de tous, le diagnostic territorial, l'évaluation dans une visée d'amélioration continue, l'animation des réseaux et des partenaires, l'accompagnement du changement, l'organisation du pilotage technique et politique. Nous partageons la conviction que les acteurs du Développement social urbain et du développement durable doivent agir ensemble pour éviter de multiplier les démarches et les efforts propres à chacun, pour conjuguer leurs réseaux, leur rôle de formation, de conviction, de pédagogie et de mobilisation des différentes expertises comme force d'entraînement, ainsi que pour assurer la cohérence de l'action publique menée à l'échelle du territoire. Ces fonctions constituent notre légitimité.

Nous insistons sur l'importance des postures professionnelles sur lesquelles nous devons capitaliser et parfaire nos savoir faire : sur le « comment mobiliser » à partir des situations concrètes de terrain, en ne culpabilisant pas les acteurs, en apprenant à répondre aux attentes sociales de manière innovante, en tenant compte de la diversité culturelle et des pratiques, postures pragmatiques en veille sur les opportunités.

A partir de ce prisme commun, nous pensons pouvoir contribuer au renouvellement d'une action publique adaptée aux caractéristiques des territoires et aux besoins de leurs populations, articulant les divers domaines d'intervention (économique, social, environnemental, aménagement urbain...) et réussissant à impliquer dans la durée des habitants à la fois sur des petits projets et des projets plus structurants.

4/ Quelles perspectives de coopération pour aller plus loin ?

Nous proposons de contribuer au débat au sein de nos communautés professionnelles respectives, et auprès des élus.

Nos missions, toutes les deux atypiques, sont parfois vécues comme concurrentielles, notamment sur la légitimité d'animation d'une dynamique de territoire. Nous voulons construire des coopérations et des complémentarités qui trouveront facilement leur légitimité auprès des élus et de tous les acteurs

Comment construire la complémentarité ?

- En proposant une réflexion et des actions communes sur quelques thèmes qui s'y prêtent particulièrement : rénovation urbaine et urbanisme durable, précarité énergétique, lien social, alimentation-santé...
- En repérant les initiatives sur les territoires.
- En croisant les analyses et les approches sur certaines dimensions « clés » des projets : diagnostic partagé, pilotage de projet, évaluation, participation...
- En favorisant une mise en synergie (voire une mutualisation) des moyens en ingénierie tant sur des aspects prospectifs (veille...) qu'opérationnel (instances de participation de la population, relais locaux et partenaires)
- En mettant en place des formations communes pour travailler sur les échanges de pratiques et favoriser le rapprochement des réseaux politique de la ville et développement durable. En privilégiant les projets endogènes de façon à susciter les dynamiques, en se gardant de culpabiliser, et susciter le cercle vertueux de la mobilisation: les habitants s'approprient les projets, deviennent acteurs, constatent les résultats concrets, créent une dynamique. (actes Lille <[http://www.irdsu.net/Developpement-Durable-et-DSU-!](http://www.irdsu.net/Developpement-Durable-et-DSU-!>)>)

Comment avancer en 2010 pour rapprocher Développement Durable et Développement Social Urbain ?

- Prochains rendez vous : lancer un appel à contribution et repérage des expériences des territoires via un forum public sur www.irdsu.net et sur le site de 4D
- Animer le débat : au sein du CA de l'IRDSU, en région au sein des réseaux régionaux, avec les maires et les élus délégués au « développement durable » et à la « politique de la ville ».
- Accompagner la communauté professionnelle : construire un mode projet sur 3 ans qui accompagne les territoires intéressés , susciter des formations interdisciplinaires et inter acteurs en interne des collectivités, avec les centres ressources, la plateforme métiers du développement territorial, en lien avec l'ANRU pour l'animation des professionnels de la rénovation urbaine,
- Multiplier les « alliances » et les partenariats sur ce sujet : associations d'élus, MEEDDM, ANRU, groupe national référentiel ville durable européenne, centres ressources...

Sylvie Rebiere Pouyade, présidente de l'IRDSU

Pierre Radanne, président de 4D

Contacts : Marc Valette – chargé de développement de l'IRDSU - 02 40 89 10 18 – marc.valette@irdsu.net
Fanny DELERIS, 4D, Chargée de mission "Territoires et Développement durable"- 01 44 64 75 02 - fdeleris@association4d.org

L'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain

L'IRDSU est une Association qui regroupe 18 réseaux régionaux de professionnels en charge de la Politique de la Ville et 200 collectivités territoriales abonnées.

Soutenue par le Secrétariat Général du CIV et l'ACSé, elle touche actuellement 7 800 professionnels et partenaires (chefs de projets, agents de développement, chargés de mission, directeurs territoriaux, services des collectivités, généralistes ou thématiques, quartier/ville/agglomération).

Basé sur le partage d'expériences, la mutualisation et le travail collaboratif, l'IRDSU vise à :

- Promouvoir les démarches de développement territorial durable, participatif et solidaire
- Soutenir les professionnels du développement social et urbain dans leurs missions
- Participer à la structuration des métiers et de l'ingénierie du développement territorial, dont ceux du développement social urbain.

Plus d'infos sur www.irdsu.net ou contact@irdsu.net